

Migrants : la désobéissance du terrain



Après l'annonce d'un plan du gouvernement sans solution d'accueil, élus et associations trouvent des alternatives



Aux annonces politiques faites sous les ors de la République, répond le pragmatisme du terrain... Une semaine après l'annonce du plan migrants par le premier ministre, des solutions en contradiction directe avec les desiderata du gouvernement se dessinent déjà, inventant sur ce thème sensible, une sorte de désobéissance des territoires.

Le 12 juillet, Edouard Philippe avait annoncé un plan migratoire sans solution pour les exilés qui campent à Paris, se terrent à Calais (Pas-de-Calais), dans la vallée de la Roya (Alpes-Maritimes) ou à Dunkerque (Nord). En marge de sa feuille de route, centrée sur la dissuasion, avec un accent particulier mis sur les renvois massifs et le rêve de tarir les flux d'entrée, le premier ministre avait souligné n'avoir " *aucune solution* " pour les actuels points de crispation.

Les premiers signes de désaccord ont commencé à se manifester dans la capitale, lundi 17 juillet. Pour la première fois de son histoire, la Mairie de Paris s'est directement chargée de la nourriture des migrants. Entre

▼ MATIGNON ET BEAUVAU SE DISPUTENT LE FUTUR " M. RÉFUGIÉS "

Un délégué interministériel peut-il dépendre d'un seul ministère ? Un bras de fer oppose Matignon à la Place Beauvau pour savoir à qui sera rattaché le futur " *délégué interministériel à l'intégration des réfugiés* ", que prévoit le plan migrants du 12 juillet et qui devrait être prochainement nommé. Si les annonces initiales plaçaient ce responsable des réinstallations de 10 000 Syriens sous l'égide du ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, le premier ministre, Edouard

18 heures et 20 heures, les bénévoles de La Chorba, une association caritative, ont distribué 700 repas financés par la municipalité, autour du centre de transit de la porte de La Chapelle, et vont continuer à le faire.

Besoins vitaux

Officiellement, la Mairie a en effet accepté de prendre le relais des associations de riverains, le temps des vacances. Solidarité Wilson et d'autres lui avaient fait part de leur inquiétude à laisser sans nourriture, faute d'assez de bénévoles, les migrants qui se massent dans ce quartier ; 800 sont déjà de retour alors que 2 700 avaient été évacués de la zone le 7 juillet.

" Pour le moment, la Mairie de -Paris s'engage pour l'été, observe Khater Yenbou, le directeur de La Chorba, mais nous espérons bien qu'elle continuera à la rentrée.

" Anne Hidalgo, maire socialiste de Paris, offre donc dans les rues de la capitale cette réponse aux besoins vitaux que l'Etat refuse de voir mise en œuvre à Calais.

Là-bas, la pression policière reste forte sur les distributions quotidiennes de nourriture et l'Etat préfère aller devant le Conseil d'Etat (dont la décision est attendue vendredi 28 juillet) qu'installer quelques points d'eau comme le lui a demandé une ordonnance du 26 juin du tribunal administratif de Lille, saisi par des associations.

A Paris toujours, le renvoi des " dublinés " – ceux qui ont déjà été enregistrés dans un autre pays européen – ou des déboutés, qui tient une bonne place dans le plan du 12 juillet, se heurte au mur des associations. Des gestionnaires de gymnase, où ont été emmenés une partie des évacués du 7 juillet, refusent ainsi de repérer ceux qui pourraient être potentiellement boutés hors des frontières françaises parce qu'ils ont laissé leurs empreintes ailleurs en Europe.

" Nous allons demander à nos associations de ne pas participer au contrôle des populations qui sont dans les centres, ni à la transmission d'informations à la police. C'est contraire à la déontologie du travailleur social pour qui l'accueil doit rester inconditionnel ", explique tout net Florent Guéguen, le directeur de la Fédération des acteurs de la solidarité (Fnars), qui regroupe 870 associations. Or, sans cette courroie de transmission, le gouvernement pourrait peiner à mettre en place la " politique d'éloignement crédible " qu'il appelle de ses vœux, avec la création d'ici à la fin 2017 de 1 000 places d'assignation à résidence avant renvoi.

A Dunkerque aussi, zone cruciale en termes de gestion des flux migratoires puisque c'est le second point de passage vers le Royaume-Uni après Calais, la politique menée s'affranchit des orientations du plan gouvernemental.

Alors que les centres d'accueil et d'orientation (CAO), qui ont offert jusqu'à 10 000 lits sur le territoire, ne sont même pas cités dans le plan du gouvernement, que le cabinet du ministre de l'intérieur, Gérard Collomb, tient à garder secret le nombre

Philippe, s'est tout à coup souvenu de l'enjeu stratégique de ce dossier. Le périmètre de la mission est lui aussi objet de désaccord entre ces deux équipes. Faut-il y adjoindre la " relocalisation " ? La France avait promis d'accueillir 30 000 réfugiés en provenance d'Italie et de Grèce avant la fin de l'année 2017. Elle en est bien loin.

[-] fermer

de places disponibles et que les transferts vers ces dispositifs sont arrêtés au départ de Calais, la préfecture du Nord a jugé bon de rappeler, le lendemain de l'annonce du plan, qu'elle avait sa propre stratégie. Dans un communiqué, elle a indiqué que, sur le secteur du Dunkerquois, " l'Etat continue inlassablement à mener des actions quotidiennes de sécurité et de mise à l'abri des populations migrantes sur le littoral ".

Mercredi 19 juillet, le préfet de -région Michel Lalande (Hauts-de-France) a évoqué 90 départs en CAO depuis Grande-Synthe (Nord) où " 250 migrants dorment toujours dans les parcs ", comme le rappelle le maire de la ville, Damien Carême. Ce dernier se dit prêt à rouvrir un lieu d'accueil si la situation se détériore.

Preuve que lorsque Edouard Philippe dit n'avoir pas de solution pour les populations hors structures aujourd'hui, les acteurs de terrain, confrontés à des humains et non à des flux, sont en train d'en inventer. Des " plans B " pour la rentrée commencent aussi à se dessiner en catimini. Des grands commis de l'Etat, qui n'ont pas envie de froisser directement le gouvernement, travaillent en sous-main à préparer le coup d'après, jugeant irréaliste ce plan ministériel qui n'a pas consacré une ligne aux arrivées estivales.

Au rythme de 80 personnes par jour, majoritairement en provenance d'Italie, le seuil des 2 000 migrants traînant dans les rues de Paris sera vite franchi. D'autant plus vite que la préfecture de région n'envisage pas de réorganiser d'évacuation avant la rentrée.

Vendredi 21 juillet, le défenseur des droits, Jacques Toubon, s'est rendu porte de la Chapelle. " Le gouvernement veut prendre en compte l'aval mais refuse de prendre en compte l'accueil, considérant que cela ferait appel d'air. Une personne qui entre sur le territoire français a des droits. Il faudrait cinq à dix centres en France pour les prendre en charge, leur offrir le nécessaire répit. Or le plan du gouvernement ne leur offre pas cela ", a-t-il indiqué.

Pragmatique et fin connaisseur de la situation, l'ex-préfet d'Ile-de-France, Jean-François Carenco, qui a organisé les démantèlements de campements de rue entre 2015 et fin 2016 vient de faire parvenir sa réflexion au chef de l'Etat. Baptisée " Note relative aux questions migratoires ", cette contribution de cinq pages rappelle que " toute personne sur le territoire français qui demande l'asile doit être hébergée : ainsi, à Calais, à Nice ou à Paris, cette obligation doit être appliquée " et que, pour cela, il n'y a qu'une solution.

Il faudrait, aux yeux de ce proche d'Emmanuel Macron, que " dans chaque lieu d'arrivée européen, Lille, Paris, Metz, Lyon, Nice, Marseille, soit mis en place des sites d'orientation, d'identification et de premier accueil sur le modèle de ce qui a été fait à Paris. Cela permettrait de ne pas faire de l'Ile-de-France le point principal d'entrée ou la plaque tournante de l'orientation ". En politique, avoir raison trop tôt, ce n'est pas toujours avoir tort.

Maryline Baumard

© Le Monde

◀ **article précédent**

L'interdiction des soins funéraires... A Paris, au bord du canal Saint-Martin,...

article suivant ▶